

# Le Cheminot de France



Organe bi-mensuel de la Fédération des Syndicats Chrétiens des Cheminots de France, des Colonies et Pays de Protectorat

Rédaction et Administration 5, rue Cadet - Paris (9<sup>e</sup>) Tél. : TAITbout 40-91

C. P. : Assurance-Accidents, PARIS 1500-16  
Fédération - PARIS 25 44

Le N° : 2 Fr. - Abonnement : 50 Fr.

## 1945 Année de la paix victorieuse

### ANNÉE de la RENAISSANCE FRANÇAISE

Une nouvelle année vient de s'éteindre, que nous ayons tant désirée décisive, triomphale. Si elle fut décevante pour certains qui avaient trop escompté l'impossible, elle fut cependant réconfortante pour les patriotes, malgré l'immensité des deuils, des souffrances, des destructions.

Mais, si en ce début d'année nos âmes sont plus que jamais acquiescentes à l'espérance, nous sentons trop tout ce qui manque à notre joie : la fin du cauchemar, après la libération prochaine des dernières parcelles du sol de France encore sous le joug, le retour de tous nos absents, le châtiement des coupables, la solide mise en place de toutes les mesures destinées à affermir la Paix retrouvée et à empêcher définitivement le retour de nouvelles hécatombes. C'est tout cela que nous attendons de l'année qui commence. Et qui n'est convaincu que, cette fois, malgré les dernières mais redoutables résistances d'un ennemi fanatisé, acharné à sa propre perte, nous n'aurons pas à renouveler ces vœux l'an prochain ?

A nous, Syndicalistes Chrétiens, 1945 apportera d'autres sujets de grande satisfaction : la récompense de tant d'années de semences dans des terrains qui ne furent pas toujours favorables à la germination, mais que notre honnêteté dans l'action syndicale, notre énergie, notre persévérance et les courageuses responsabilités revendiquées par nos amis dans la résistance ont rendu enfin magnifiquement productifs, ainsi qu'en témoigne la cadence accélérée des adhésions reçues en ces derniers mois.

Puissent les Cheminots de notre esprit encore hésitants comprendre qu'ils doivent sans retard venir renforcer la position déjà si représentative de notre Fédération.

AINS l'an nouveau verra-t-il se dissiper petit à petit, nous en sommes persuadés, bien des nuages sombres qui masquent encore la pleine lumière, la nappe de ciel bleu où baignent nos espoirs.

A tous nos amis, à leurs familles, nous adressons nos vœux bien cordiaux d'une bonne année 1945.

Qu'elle apporte à chacun, à l'issue de ces années douloureuses, le maximum d'apaisement, de vraie joie, de bonheur et, à notre beau et cher pays — la clairvoyante sagesse des Français aidant — toutes les conditions possibles de reprendre la mission hautement civilisatrice que reconnaît l'opinion mondiale.

LE BUREAU FEDERAL.

## En avant pour de nouvelles conquêtes !

Au début de cette nouvelle année, faisant un retour en arrière, nous pouvons nous demander comment nous avons pu survivre à une campagne de plus de quatre années, si déprimante ?

Comment nous avons pu résister à ce venin aussi abondant que perfide, entamant les volontés, engourdissant les consciences, que nous distillaient la Radio et la Presse de l'ennemi ?

Ces longues années avec leurs tristesses et leurs hontes sont passées. Puisqu'elles ne nous ont pas abattus, bien au contraire, ayons courage et regardons avec pleine confiance venir 1945.

Profitions du répit que nous laisse une année qui s'en va, pour échapper aux préoccupations qui nous assaillent tous et laissons nous bercer par la douce espérance de demain.

Demain ! Mais, chers amis de la Fédération, nous qui n'avons pas sombré dans le défaitisme et la désespérance, tenant bon malgré les difficultés sans nombre, nous pouvons mesurer tout le chemin parcouru.

Le nombre de nos adhérents a augmenté considérablement pendant ces derniers mois.

Un élan que rien ne ralentit pousse vers nos Syndicats une affluente de camarades longtemps sourds à nos appels.

Que d'espérance un tel déploiement d'activité nous permet !

Combien l'avenir nous apparaît consolant !

Demain nous apporterons encore davantage.

Les embûches qui n'ont pas arrêté la marche de notre Fédération pourront encore moins contre elle désormais.

Pour cela, il faut que chacun s'acharne à convaincre, dans son rayon d'influence étendu de jour en jour, que l'Action Syndicale Chrétienne est indispensable et tend à rien moins, en répandant toujours un peu plus.

### Réunion du Conseil Fédéral du 21 janvier 1945

#### ORDRE DU JOUR

Rapport financier.

Rapport moral.

Rapport sur l'activité des « Cadres ».

Rapport sur l'activité de la Commission Féminine.

Questions diverses.

Dans le Cheminot du 1<sup>er</sup> décembre nous avons par erreur demandé aux Unions de tenir la veille leur Congrès de Réseau. Il faut lire CONSEIL. Donc le Samedi 20 janvier pour toutes les Unions et Syndicats régionaux : Conseil.

## Vers un rajustement équitable des salaires

Reçus par le Président FOURNIER à l'issue de la réunion du Conseil d'Administration de la S.N.C.F., les représentants du Personnel ont pris nettement position en faveur d'un nouveau rajustement des traitements sur la base d'un minimum de 3.000 francs par mois. D'autre part, la question figure en tête de l'Ordre du jour de la prochaine audience du Comité Interfédéral chez M. GOURSAT, audience qui doit avoir lieu dans les premiers jours de janvier.

Nous espérons une solution rapide de cette question dont se préoccupent d'ailleurs activement les Services compétents de la S.N.C.F. ainsi qu'en témoigne le document suivant :

Paris, 21 décembre 1944.  
Messieurs les Directeurs des Régions,  
Messieurs les Directeurs des Services Centraux,

Les agents qui en ont fait la demande ont obtenu, par application des dispositions du paragraphe B de la lettre numéro P 873 du 19 juin 1944, une avance de 1.000 fr., dont le montant devait être et va être effectivement retenu sur la prime de fin d'année.

On se souvient qu'au début de cette guerre une importante partie de la délégation du personnel fut profondément modifiée. Des délégués se virent retirer leur mandat et d'autres représentants désignés par l'Organisation syndicale furent nommés après agrément de la S.N.C.F.

Il va de soi qu'une telle délégation ne pouvait plus donner satisfaction. Nos camarades de la Fédération Nationale, surtout, ne pouvaient actuellement extérioriser purement et simplement les désagréments faites et, d'autre part, il était certainement nécessaire de relever de leurs fonctions un nombre important de délégués qui n'ont pas toujours la confiance des camarades des catégories qu'ils sont censés représenter.

Normalement il eût fallu recou-

### CAMARADES Alsaciens - Lorrains

Depuis plus de quatre ans nous étions séparés les uns des autres. Depuis plus de quatre ans nous avons souffert physiquement et moralement mais jamais, durant cette longue période d'épreuves de toutes sortes, nous nous sommes laissés aller au découragement ni au désespoir. Nous avons tenu bon — nous avions la foi. Nous nous retrouvons aujourd'hui dans le sein de la mère patrie. Elle revient à nous douloureusement éprouvée elle-même, mais la tête haute, avec tout son honneur. Elle nous apporte, avec la libération tant attendue, toute la douceur et toute la générosité d'une mère qui a retrouvé son enfant momentanément arraché par un envahisseur brutal et orgueilleux.

Venons à elle avec toute notre confiance et apportons-lui le meilleur de nous-mêmes pour lui faciliter la reconstruction et le retour à la vie normale, condition essentielle de la victoire totale.

#### Cheminots Alsaciens-Lorrains

Avec la France, la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens et notre Fédération reviennent également chez nous. La C.F.T.C. a été fidèle à ses principes, ne s'est pas courbé sous le poids de l'oppression, a gardé sa confiance dans la France. Elle nous accueille avec la même fidélité, elle nous ouvre ses portes toutes grandes pour que vous y portiez votre place, toute votre place.

Les travailleurs en général et les Cheminots en particulier, lui font une confiance, croissante tous les jours. Cheminots d'Alsace-Lorraine, vous qui, pendant quatre ans, viviez en dehors d'elle, sachez que la C.F.T.C. est redevenue le centre de ralliement des travailleurs chrétiens. Elle vous accueille avec fierté et joie.

Regroupez-vous, Cheminots, dans votre Union d'Alsace-Lorraine dont le Comité Central vient de reprendre ses fonctions à Strasbourg avec le même enthousiasme que jadis.

D'un même cœur et d'un même élan, avec la même foi inébranlable, avec la Fédération, au travail, camarades !

Albert SCHMITT.

Je veux, dans ce quatrième numéro de notre Cheminot ressuscité, rendre un hommage justement mérité à un certain nombre de nos camarades qui remplissent avec un zèle et un dévouement absolus la tâche ingrate de receveur.

Comme son nom l'indique, c'est celui qui reçoit. Que reçoit-il ? L'argent, certes, mais aussi les critiques, les doléances. Il est celui auprès duquel le Syndicat s'épanche volontiers. Car n'est-ce pas ? mes amis, quand on donne de l'argent, on aime bien en général ne pas le donner gratuitement et c'est une occasion, quand on voit le receveur, pour exposer ses petites misères, lui demander des renseignements, quelquefois même lui faire des critiques. Aussi le rôle du receveur est délicat.

Un bon receveur doit toujours avoir le sourire. Le Syndicat doit se sentir en confiance avec lui, le considérer comme un véritable ami. Le receveur doit gagner sa confiance. Le receveur, c'est la pierre angulaire du Syndicat.

Sans bons receveurs vous ne ferez pas de groupe ou de section solides. A quoi vous servira d'avoir un président brillant, orateur, représentatif, actif, si vous n'avez de bons receveurs qui maintiennent l'armature du groupe, recueillent ponctuellement les cotisations, disent aux responsables du groupe les desiderata, les doléances des syndiqués et s'emploient à leur faire donner satisfaction ?

Je connais bien le groupe qui m'a fait la grande joie au mois d'octobre de me réélire comme président.

Depuis sept ans je le conduis du mieux que je peux. Je n'ai eu que très peu de défections pendant la guerre.

Eh bien ! le maintien d'un certain niveau de cotisations, l'augmentation du nombre de ceux-ci depuis la libération, c'est aux receveurs du groupe que je le dois. Ce sont des modestes, des humbles qui s'effacent le jour des réunions. Mais avant, ils ont fait toute la propagande nécessaire. Ils ont vu les membres du Syndicat en un à un. A chacun ils ont rappelé la réunion, à chacun ils ont dit qu'ils comptaient sur lui. Receveurs, le Syndicat vous doit beaucoup. Il sait qu'il peut compter sur vous. Vos noms ne sont pas de ceux qui paraissent dans le journal.

Mais sans vous le Syndicat ne vivrait pas ; sans vous le journal ne paraîtrait pas. Il vous a manqué pendant la guerre, mais vous avez compris pourquoi nous ne le faisons pas paraître. Vous avez compris, vous nous avez approuvés. Votre tâche a été plus dure, mais votre joie a été grande quand vous avez pu à nouveau faire votre tournée en apportant à chacun son journal.

Aussi le journal, à son tour, vous devait bien cet hommage et ces remerciements. Une ère nouvelle s'ouvre pour le Syndicalisme Chrétien. Les nombreuses positions officielles qu'il a conquises lui donnent les plus magnifiques espérances. Déjà, les nouvelles que nous avons pu recevoir de nos Unions et de nos Syndicats sont excellentes. Partout de nombreux camarades viennent à nous. Nous sommes maintenant très bien placés pour répondre à leur confiance. Vous et nous, nous avons un magnifique travail à accomplir. Votre travail, votre dévouement dans le passé nous sont un gage que vous ne vous déroberez pas à ces tâches.

M. NICKMILDER, Secrétaire Fédéral.

### L'heure du syndicalisme

Il s'agit de faire qu'à cette absurdité, à ce manque de raison qu'a été le régime capitaliste, succède un véritable régime d'ordre où chacun, certes, soit à sa place et à sa vraie place, mais où personne ne se voie contester sa place. Et lorsque je dis personne, j'entends marquer qu'une des illusions, une des maléfiques du régime capitaliste a été précisément de contester aux éléments d'exécution, aux travailleurs du rang, soit dans le cadre de l'entreprise, soit dans celui de la production et de l'économie, une participation intelligente et directe à une activité faite par tous, pour le bénéfice de tous.

Les travailleurs isolés — ceci n'a pas besoin d'être démontré — sont, de toute évidence, dans une situation d'infériorité manifeste et constamment en face de leurs employeurs, quels qu'ils soient.

C'est par le syndicalisme, et par le syndicalisme seul, que les travailleurs peuvent défendre leurs intérêts, marquer toutes les positions, réaliser toutes les représentations nécessaires.

Une expérience a été réalisée dans les années que nous venons de vivre : elle a montré que deux grandes organisations, syndicales, qui n'ont pas toujours été d'accord l'une avec l'autre, et qui réservent l'une et l'autre leur entière indépendance tout en désirant collaborer au maximum, ont marqué leur capacité de manifester un sens social et un sens national parfaitement solidaires l'un de l'autre.

Extrait du discours de notre camarade, Marcel Poimboeuf, à l'Assemblée Consultative le 12 décembre 1944.

### HOMMAGE ET REMERCIEMENTS A TOUS LES RECEVEURS

Je veux, dans ce quatrième numéro de notre Cheminot ressuscité, rendre un hommage justement mérité à un certain nombre de nos camarades qui remplissent avec un zèle et un dévouement absolus la tâche ingrate de receveur.

Comme son nom l'indique, c'est celui qui reçoit. Que reçoit-il ? L'argent, certes, mais aussi les critiques, les doléances. Il est celui auprès duquel le Syndicat s'épanche volontiers. Car n'est-ce pas ? mes amis, quand on donne de l'argent, on aime bien en général ne pas le donner gratuitement et c'est une occasion, quand on voit le receveur, pour exposer ses petites misères, lui demander des renseignements, quelquefois même lui faire des critiques. Aussi le rôle du receveur est délicat.

Un bon receveur doit toujours avoir le sourire. Le Syndicat doit se sentir en confiance avec lui, le considérer comme un véritable ami. Le receveur doit gagner sa confiance. Le receveur, c'est la pierre angulaire du Syndicat.

Sans bons receveurs vous ne ferez pas de groupe ou de section solides. A quoi vous servira d'avoir un président brillant, orateur, représentatif, actif, si vous n'avez de bons receveurs qui maintiennent l'armature du groupe, recueillent ponctuellement les cotisations, disent aux responsables du groupe les desiderata, les doléances des syndiqués et s'emploient à leur faire donner satisfaction ?

Je connais bien le groupe qui m'a fait la grande joie au mois d'octobre de me réélire comme président.

Depuis sept ans je le conduis du mieux que je peux. Je n'ai eu que très peu de défections pendant la guerre.

Eh bien ! le maintien d'un certain niveau de cotisations, l'augmentation du nombre de ceux-ci depuis la libération, c'est aux receveurs du groupe que je le dois. Ce sont des modestes, des humbles qui s'effacent le jour des réunions. Mais avant, ils ont fait toute la propagande nécessaire. Ils ont vu les membres du Syndicat en un à un. A chacun ils ont rappelé la réunion, à chacun ils ont dit qu'ils comptaient sur lui. Receveurs, le Syndicat vous doit beaucoup. Il sait qu'il peut compter sur vous. Vos noms ne sont pas de ceux qui paraissent dans le journal.

Mais sans vous le Syndicat ne vivrait pas ; sans vous le journal ne paraîtrait pas. Il vous a manqué pendant la guerre, mais vous avez compris pourquoi nous ne le faisons pas paraître. Vous avez compris, vous nous avez approuvés. Votre tâche a été plus dure, mais votre joie a été grande quand vous avez pu à nouveau faire votre tournée en apportant à chacun son journal.

Aussi le journal, à son tour, vous devait bien cet hommage et ces remerciements. Une ère nouvelle s'ouvre pour le Syndicalisme Chrétien. Les nombreuses positions officielles qu'il a conquises lui donnent les plus magnifiques espérances. Déjà, les nouvelles que nous avons pu recevoir de nos Unions et de nos Syndicats sont excellentes. Partout de nombreux camarades viennent à nous. Nous sommes maintenant très bien placés pour répondre à leur confiance. Vous et nous, nous avons un magnifique travail à accomplir. Votre travail, votre dévouement dans le passé nous sont un gage que vous ne vous déroberez pas à ces tâches.

M. NICKMILDER, Secrétaire Fédéral.

LA COMMISSION DU JOURNAL

## Il faut admettre les auxiliaires au cadre permanent en plus grand nombre

Depuis la guerre, l'utilisation du personnel auxiliaire s'est considérablement augmentée dans nos chemins de fer.

Jadis il avait été admis qu'un certain pourcentage d'agents recrutés à titre temporaire était nécessaire pour faire face aux travaux à caractère saisonnier.

La guerre venue, il pouvait paraître parfaitement justifié, a priori, d'utiliser en plus grand nombre les auxiliaires, pour éviter une inflation des effectifs quand sonnerait l'heure du retour des mobilisés.

La guerre, hélas ! bat les records de durée et bien qu'on puisse maintenant envisager la fin, nul ne sait encore combien de mois s'ajouteront aux cinq longues années qui se sont écoulées depuis le 3 septembre 1939.

Dans ces conditions, il n'est plus sage, à notre avis, de continuer à suspendre le recrutement normal du personnel de la S.N.C.F. Il faut, de toute nécessité, rompre le rythme des embauchages d'avant guerre et ceci sans qu'on puisse craindre, d'ailleurs, pour la sécurité d'emploi de nos camarades prisonniers et mobilisés.

Parmi l'importante masse d'auxiliaires que compte aujourd'hui la S.N.C.F., il s'en trouve certainement une fraction suffisante qui ne désire pas se maintenir dans la profession cheminote et qui, la Paix revenue, s'en retournera sans tarder à ses occupations d'autrefois.

Déjà le retour à la liberté nous a permis d'enregistrer une fuite appréciable d'auxiliaires venus au chemin de fer pendant l'occupation, uniquement dans le but de s'y consacrer.

Malgré cela, et nos chefs de service en sont bien convaincus, qu'une reprise de l'activité économique amènerait des départs en nombre important de ce même personnel.

Et cela se passera précisément

dans le temps même où les Chemins de fer auront à faire face à un accroissement considérable du trafic, ne serait-ce qu'en raison des immenses besoins de la reconstruction.

Alors, il apparaît tout indiqué de s'attacher dès maintenant, en vue de cette reprise, un personnel au courant du métier et qui, s'il se sent dans la position d'instabilité qui est le propre de la qualité d'« Auxiliaire » sera enclin à se laisser tenter par les offres d'emplois de l'industrie et du commerce.

N'oublions pas d'ailleurs, à ce propos, qu'avec la garantie contre les riches maladies et vieillesse des Assurances sociales, l'attrait qu'exerceait notre profession où il était possible de se faire « une retraite » n'est plus aussi puissant qu'autrefois.

Dans les gares, dans les dépôts, dans les ateliers, dans les bureaux, partout il y a des auxiliaires qui tiennent incontestablement des emplois du cadre permanent. Ce sont des agents que, bien souvent, on a même spécialisés dans un métier spécifiquement « cheminot » et qui souvent exigent une formation assez prolongée.

Non nombre d'entre eux, qui ont pris goût à la profession, ne demandent qu'à être titularisés et pour tant, péjorativement, l'opération n'est pas toujours immédiatement profitable, ce qui montre bien leur intention de rester au Chemin de fer.

Jusqu'à présent, la cadence des admissions au cadre permanent a été véritablement faible malgré de nombreuses démarches syndicales.

Il serait grand temps de prendre des dispositions pour augmenter dans de très notables proportions le nombre de ces admissions.

Léon DELSERT, Secrétaire Général Adjoint.

## Où l'on repare des retraites anticipées

Ce n'est pas sans surprise que les Cheminots ont pris connaissance, par le Journal officiel du 14 novembre, d'une Ordonnance en date du 12 novembre ainsi conçue :

Pendant une période de six mois à dater du 1<sup>er</sup> octobre 1944, les fonctionnaires et agents de la Société Nationale des Chemins de Fer Français comptant au moins cinquante ans d'âge (quarante-cinq pour les mécaniciens et chauffeurs) peuvent être mis à la retraite avec préavis d'un mois, sous la réserve que la date à laquelle ils rempliraient la condition d'ancienneté de service requise pour l'admission à la retraite normale ne soit pas éloignée de plus de cinq ans.

La pension dont bénéficieront les fonctionnaires et agents en cause sera celle à laquelle ils auraient pu prétendre s'ils étaient restés en fonctions jusqu'à l'époque où ils auraient réuni les conditions de retraite normale et s'ils avaient subi des retenues pour la retraite sur la rémunération dont ils jouissaient au moment de leur départ.

Les bénéficiaires des dispositions ci-dessus auront droit aux mêmes avantages accessoires que les titulaires de pension normale.

Il s'agit de toute évidence de mesures exceptionnelles consécutives à l'épuration. Elles n'en appellent pas moins de sérieuses réserves que nous nous proposons de formuler devant le ministre en audience du Comité Interfédéral, lequel, saisi de la question, a adressé à M. René Mayer, sous la signature de son secrétaire, le 20 novembre 1944, une lettre de protestation. Dans cette lettre le Comité Interfédéral s'élève contre la mesure prise, contrairement à toutes les règles de la démocratie, sans consultation des organismes intéressés. Il insiste sur le mauvais effet que peut produire cette mesure sur le public, qui souffre de la crise des transports et qui ne comprendrait pas, au moment où l'on demande à toute la Nation, des efforts pour améliorer la situation et gagner la guerre, que les Cheminots se voient octroyer des avantages spéciaux que les Fédérations Syndicales au surplus n'ont pas demandées.

En ce qui concerne notre Fédération nous sommes intervenus auprès du Ministre pour qu'il fasse connaître sa réponse au Comité.

André PAILLIEUX.

### TRIBUNE FEMININE

Nous obtenons le rétablissement de l'avancement vertical pour les dames de l'ancien réseau ETAT commissionnées à 21 ans.

Lors de l'institution de l'avancement vertical, en avril 1942, le bénéfice de cette mesure fut refusé aux dames de l'ancien réseau ETAT qui, en vertu du statut de 1910, avaient été commissionnées à 21 ans alors que le Statut Commun de 1920 et la Convention Collective de 1937 avaient rendu le personnel féminin tributaire du régime de commissionnement moins favorable imposé au personnel masculin appelé ou non sous les drapeaux.

Nous n'avons jamais cessé, depuis cette époque, de protester contre une telle restriction apportée au principe de l'avancement vertical, dans le but de supprimer ou d'atténuer dans une très large mesure les effets de dispositions statutaires antérieures, dont le bénéfice avait été maintenu aux intéressées, au moment de la mise à l'échelle de 1930, par une décision formelle de la Commission TISSIER.

Devant l'attitude intransigente de la Direction Générale nous dûmes réclamer l'arbitrage ministériel. A deux reprises la S.N.C.F. opposa aux propositions du Ministre une fin de non-recevoir. Il fallut attendre le départ de MM. Barth et Le Besseral pour que les pourparlers puissent être repris avec quelque chance de succès.

Ils le furent dès le début de novembre 1944. M. GOURSAT, et nous avons pu enfin les mener à bien, grâce à l'esprit compréhensif de notre nouveau Directeur Général et du Service Central du Personnel « épuré ».

Nous publions dans le prochain numéro les modalités d'application de cette importante décision qui met fin à un regrettable et inutile conflit.

La Commission Féminine Fédérale

### AUX ECOUTES...

Camarades, aux écoutes de la RADIO chaque semaine, le mardi et le vendredi à 7 h. 10 pour entendre la voix du syndicalisme chrétien.



## NOUS OBTENONS LE 10° ECHOLON

Il a été décidé de transformer le premier chevron en un dixième échelon de traitement (1), la durée du délai d'avancement du neuvième échelon (2) étant fixée à 5 ans et le deuxième chevron actuel devenant le seul et unique chevron susceptible d'être attribué.

La situation des agents actuellement titulaires du premier chevron ou se trouvant au neuvième échelon (3) sera révisée dans les conditions suivantes :

### a) Agents actuellement titulaires du premier chevron :

Les agents actuellement titulaires du premier chevron deviendront titulaires du dixième échelon (1) ce qui n'entraînera pour eux aucun changement de rémunération. Ils seront considérés comme agents au dixième échelon (1) 5 ans après leur accession au neuvième échelon (3); ce délai sera toutefois, le cas échéant, diminué de la valeur des bonifications d'ancienneté acquises par les intéressés et mises en réserve depuis leur accession au neuvième échelon (3) ou au premier chevron conformément aux dispositions de l'article 137 du Fascicule VI du Règlement du Personnel (p. 840) ; il sera, par contre, allongé en fonction des absences qu'ont eues les intéressés (depuis l'accession au neuvième échelon (3) ou au premier

## Les modalités d'application

chevron) dans les conditions prévues à l'Annexe III du Fascicule II du Règlement du Personnel (p. 215).

b) Agents non titulaires du chevron mais comptant au moins 5 ans d'ancienneté dans le neuvième échelon (3) :

Les agents non titulaires du chevron mais comptant au 1<sup>er</sup> novembre 1944 au moins 5 ans d'ancienneté dans le neuvième échelon (3), seront placés au dixième échelon (1) de leur échelle de traitement, avec effet du 1<sup>er</sup> novembre 1944, pour ce qui concerne le paiement de leur solde. Le leur sera, d'autre part, attribué dans cet échelon une ancienneté déterminée comme il est prévu au paragraphe a) ci-dessus pour les agents titulaires du premier chevron.

Les conditions à remplir pour pouvoir bénéficier du chevron unique sont indiquées ci-contre.

Les dispositions du Fascicule II et du Fascicule VI du Règlement du Personnel et de l'Instruction Générale Série Personnel N° 29, concernant les échelons de traitement et les conditions d'attribution des chevrons, seront modifiées par un Rectificatif ultérieur.

Paris, le 5 décembre 1944.

Le Directeur Général : J. GOURSAT.

## Conditions d'attribution du chevron

I. — Le chevron est accordé au 1<sup>er</sup> janvier et au 1<sup>er</sup> juillet de chaque année et a effet de la même date.

II. — Le chevron ne peut être accordé qu'aux agents qui remplissent les trois conditions suivantes, la situation à considérer étant celle de l'agent au 31 décembre (s'il s'agit du chevron à attribuer au 1<sup>er</sup> janvier) ou au 30 juin (s'il s'agit du chevron à attribuer au 1<sup>er</sup> juillet) :

1° Avoir au moins 25 ans de commissionnement (1) ou 55 ans d'âge, ces deux minima sont toutefois ramenés à 20 ans de commissionnement (1) ou 50 ans d'âge pour les grades énumérés ci-dessous :

Mécaniciens, élèves-mécaniciens, chauffeurs, conducteurs principaux et conducteurs d'autorails, conducteurs électriques, élèves-conducteurs électriques, aides-conducteurs électriques.

ainsi que pour les agents autres que les précédents qui comptent au moins 15 années de services commissionnés sur les machines et qui ont été retirés de ce service pour un motif autre qu'une mesure disciplinaire ;

2° Se trouver au maximum de leur échelle avec une ancienneté d'au moins 5 ans.

Cette ancienneté est celle qui a été attribuée à l'agent dans le dernier échelon de l'échelle lors de sa accession à cet échelon augmentée du temps écoulé depuis la date de cette accession, mais diminuée des retards d'avancement par mesure disciplinaire et des suspensions d'avancement pour congé sans solde ou disponibilité mais non pour maladie qu'il a pu encourir depuis la même date ;

3° Avoir obtenu, pour le dernier exercice de notation, au moins la prime de fin d'année normale et avoir eu, pendant les trois exercices précédents, des services satisfaisants (2), (3).

III. — Dans chaque tableau de classement, pris isolément, puis pour l'ensemble des mêmes tableaux de classement de chaque grand Service, puis enfin pour l'ensemble de chaque grand Service, le nombre des Agents chevronnés ne doit pas dépasser 80 p. 100 de l'effectif des agents qui remplissent les conditions d'âge et d'ancienneté fixées à l'article 2, ce nombre étant, le cas échéant, arrondi à l'unité supérieure.

IV. — Il est accordé au 1<sup>er</sup> janvier et au 1<sup>er</sup> juillet de chaque année le nombre de chevrons nécessaires pour porter le nombre des Agents titulaires du chevron à 80 p. 100 de l'effectif des agents qui remplissent les conditions d'âge et d'ancienneté fixées à l'article 2.

V. — Le chevron est accordé en premier lieu aux agents qui ont obtenu pour le dernier exercice de notation le degré de prime de fin d'année M4, puis, si le nombre des Agents remplissant cette condition n'est pas suffisant, aux Agents ayant obtenu pour leur dernier exercice le degré de prime de fin d'année M3, puis, s'il est nécessaire, aux Agents ayant obtenu le degré de prime de fin d'année M2 et, enfin, à ceux ayant obtenu le degré de prime M1.

Les Agents ayant obtenu pour le dernier exercice de notation le même degré de prime de fin d'année sont classés d'après leur ancienneté dans l'échelle ; d'après leur ancienneté dans le dernier échelon et, à égalité d'ancienneté dans le dernier échelon, d'après leur date d'origine de carrière.

(1) Neuvième échelon pour les échelles 1 bis et 6 bis.

(2) Huitième au neuvième échelon pour les échelles 1 bis et 6 bis.

(3) Huitième échelon pour les échelles 1 bis et 6 bis.

(4) Les rappels d'ancienneté qui ont été accordés aux anciens combattants de la guerre 1914-1918 entrent en compte dans la durée du commissionnement exigé pour l'attribution du chevron.

(5) Les Agents qui ont fait l'objet d'un changement de grade postérieurement au 1<sup>er</sup> octobre sont, pour l'attribution du chevron, classés avec les Agents de leur nouveau grade. Ils sont considérés comme ayant eu, comme degré de prime de fin d'année, pour le dernier exercice de notation

la prime normale s'il s'agit d'Agents promus au grade supérieur.

Le degré d'Agents ayant changé de grade pour un motif autre qu'un avancement.

Le gérant : A. PAILLIEUX, Imprimerie J.E.P. 7, rue Cadet (9<sup>e</sup>)

## TRIBUNE DES CADRES A propos de l'épuration

Le principe de l'épuration est naturellement admis par tous ceux qui ont conservé le sens de la Patrie ; il est légitime et souhaitable que la répression soit implacable pour les agents du nazisme et leurs complices. Toutefois, il faut aussi éviter soigneusement que l'épuration puisse être déviée de sa véritable destination pour assouvir de bas instincts, notamment des rancunes personnelles ou des haines de classe. Il serait en effet navrant de compromettre l'œuvre de sainte justice que doit rester l'épuration en la rabaisant au niveau d'un règlement de comptes, indigne d'un Peuple qui a toujours su conserver le sens de l'honneur et de la liberté.

Maintenant que les Commissions d'épuration fonctionnent à plein et qu'elles ont même, sur certaines Régions de la S.N.C.F., à peu près terminé leurs travaux, on peut se rendre compte de la façon dont cette délicate question a été traitée et juger si l'épuration a réellement été conduite comme on pouvait le désirer.

BOUTE signalait dans le dernier numéro du Cheminot de France qu'il y a chez nous peu de cas d'indignité nationale et de collaboration avec l'ennemi. La plupart des accusations portent sur l'admiration des méthodes nazies concernant l'autorité et l'organisation, ainsi que sur le zèle déployé pour donner satisfaction aux exigences des occupants et pour pousser au rendement.

Avant d'examiner plus avant les résultats de l'épuration à la S.N.C.F., il nous paraît utile de rappeler que lors de la libération, le Ministre des Travaux Publics avait décidé de constituer, non seulement des Commissions dites d'épuration qui avaient pour objet de proposer des sanctions administratives contre les agents ayant collaboré avec l'ennemi ou s'étant montrés favorables à la collaboration, mais encore des Commissions dites d'information qui avaient pour objet de proposer les mesures nécessaires au règlement des conflits pouvant se produire dans les centres de travail.

Pratiquement, ces deux Commissions, composées des mêmes membres, ont fonctionné à la suite l'une de l'autre, sans solution de continuité. Il en est résulté une certaine confusion qui a pu être préjudiciable à certains agents.

En examinant les décisions qui sont intervenues à la suite des travaux de ces Commissions, on est obligé de reconnaître que, dans certains cas, on a multiplié les injustices au lieu de rendre la justice.

Qu'on nous entende bien ! Nous ne faisons pas ici le procès des Commissions d'épuration ou bon

LA COMMISSION FEDERALE DES CADRES.

## NOTRE SYNDICAT DES CADRES des Services Centraux est constitué

L'Assemblée Générale constitutive s'est réunie le 20 décembre 1944 au siège de la C.F.T.C., 11 bis, rue Roquépine.

Les adhésions sont arrivées très nombreuses grâce à la compétence et au dévouement de nos délégués dans les différents Services. Cet excellent démarrage montre aussi que les Cadres des Services Centraux ne se désintéressaient pas du syndicalisme mais qu'ils attendaient pour passer à l'action la création d'un syndicat ayant une doctrine correspondant à leurs aspirations.

Une soixantaine de camarades étaient présents à la réunion.

Après lecture et approbation des statuts, il a été procédé à l'élection du Conseil qui est ainsi constitué :

Service A : MM. SCHREIBER, SCHWAB

Service M : MM. LANGLOIS, ROUSSET

Service T : MM. LESTANG, LE MAIRE

Service V : MM. JAUREGIBERRY, MAILLIT

Service O : MM. LARTIGUE, LIE-NART

Service C : MM. FRANÇOIS, PETIT

Service X : MM. GUERET, COLLET

Service B : Mme PARENT, M. GAILLARD

Service F : Titres : MM. CHAMBON, MARCHAND ; Finances et Comptabilité Générale : M. DUCHESNE ; Comptabilité-Recettes : MM. GUEDE, ROBERT ; Conteneurs Recettes Marchandises : MM. LASSALLE, BILDAN ; Conteneurs Recettes Voyageurs : M. SIMON.

Caisse des Retraites : M. VALY.

Caisse de Prévoyance : M. SOLOGNY.

Sont élus à la Commission de Contrôle : MM. BOUR et OLLIER.

Sont élus à la Commission des Cadres : MM. FRANÇOIS, SCHREIBER, LARTIGUE et ROUSSET.

Pour travailler efficacement, notre Syndicat va mettre rapidement au point son programme d'action et, à cet effet, il désigne Mme PARENT ainsi que MM. LANGLOIS et LIENART pour la constitution d'une équipe de travail chargée de dresser la liste de problèmes à résoudre, d'en déterminer l'ordre d'urgence et d'en préparer l'étude.

## CAMARADES

Lisez tous « SYNDICALISME »

le grand hebdomadaire de la C. F. T. C. paraît le vendredi

Organisez partout sa vente dans vos ateliers, vos bureaux, vos permanences syndicales.

FAITES AUTOUR DE VOUS DE NOMBREUX ABONNES

Abonnements : 1 an ..... 130 fr. (Ristourne : 10 francs)

6 mois ..... 70 fr. (Ristourne : 5 francs)

Vente au numéro. 3 fr. (Ristourne : 0 fr. 50)

Camarades des Secondaires de toute la France, n'hésitez pas à vous mettre en rapport avec notre siège.

LE BUREAU FEDERAL

## Cas des agents ayant dû interrompre leurs fonctions pour motifs divers nés de l'occupation

Paris, le 8 novembre 1944. Messieurs les Directeurs des Régions, Messieurs les Directeurs des Services Centraux,

Certains agents du cadre permanent ou auxiliaire ont dû cesser temporairement leurs fonctions à la S.N.C.F. pour des motifs divers, par suite de circonstances nées de la guerre ou de l'occupation.

Je vous prie de prendre note que ces agents devront être considérés comme étant restés en service lorsqu'ils rentrent dans l'une des deux catégories ci-après :

1) Agents mis dans l'impossibilité de travailler parce qu'ils ont été incarcérés par les autorités allemandes comme otages, pour motif politique, action de résistance ou motif inconnu, ou parce qu'ils ont été incarcérés ou internés par les autorités françaises pour motif politique ;

2) Agents qui font la preuve qu'ils se sont agrégés à des organisations de résistance alors qu'ils avaient dû abandonner leur service pour ne pas aller ou ne pas retourner en Allemagne, éviter une arrestation, etc.

A ces agents, il sera alloué la rémunération qu'ils auraient eue s'ils étaient restés en service, y compris notamment les différentes allocations et primes exceptionnelles (allocations de mai et août 1944, prime de libération), la prime normale de fin d'année ainsi que la valeur moyenne des différentes primes afférentes à leur fonction. De cette rémunération seront déduites, le cas échéant, les sommes allouées par la S.N.C.F. sous forme de secours.

Les agents du cadre permanent qui se seraient fait rembourser dans un autre établissement de la S.N.C.F. en qualité d'auxiliaires (quelquefois sous un nom différent de leur nom propre) bénéficieront du rappel de solde égal à la différence entre la rémunération qu'ils auraient perçue comme agents du cadre et celle qu'ils ont perçue comme auxiliaire.

Les agents qui ont abandonné leur service pour des faits sans corrélation avec l'occupation ennemie ne bénéficieront pas de ce rappel de solde.

Il en sera de même de ceux qui, ayant dû quitter leur service pour échapper à l'ennemi (agents recherchés par la Gestapo, réfractaires), ne peuvent pas faire la preuve qu'ils ont été incorporés à des organisations actives de Résistance. Toutefois ces agents pourront obtenir le paiement, avec effet rétroactif, des allocations familiales (allocations familiales du Code de la Famille, allocations de salaire unique, allocations supplémentaires, allocations prénatale, allocation à la première naissance), à condition de déclarer sur l'honneur que ni eux, ni leur femme, ni la personne ayant eu la garde des enfants n'ont bénéficié de ces allocations pendant le temps où ils ont cessé leur service à la S.N.C.F.

Les agents encore incarcérés par les autorités allemandes pour les motifs indiqués au 1) ci-dessus recevront à leur retour la rémunération correspondante que s'ils étaient restés en service, déduction faite des sommes versées par la S.N.C.F. pendant leur incarcération. A la famille des agents qui seraient décédés ou auraient été fusillés pendant leur incarcération ou leur déportation, on accordera ce rappel de solde pour la période comprise entre l'arrestation et le décès.

Tous les agents reprenant leur service bénéficieront, pour l'exercice au cours duquel ils reprendront leur service, d'un congé calculé au prorata de leur temps de service effectif dans l'exercice.

Les sommes correspondant aux cotisations pour la retraite (retenue 5/0, 1/24 au traitement d'affiliation, 1/12 d'augmentation) seront versées à la Caisse des Retraites.

Les retenues pour la Caisse de Prévoyance seront déduites des rappels à verser sauf dans les cas où, en raison de la situation administrative dans laquelle les agents ont été placés, la famille ne pouvait pas continuer à prétendre aux prestations de la Caisse.

En ce qui concerne les impôts cédulaires, les rappels devront être considérés comme des salaires de l'année au cours de laquelle ils sont payés. Les impôts seront, en conséquence, calculés au taux en vigueur lors du paiement, compte tenu de la situation de famille au 1<sup>er</sup> janvier considéré et on indiquera à part, lors de la déclaration au fisc, le montant brut du rappel payé, les périodes auxquelles il se rapporte et le montant de l'impôt perçu.

Je vous prie de donner les instructions utiles pour que les rappels de solde soient versés rapidement aux intéressés.

Le Directeur : CAMBOURNAC.

A détacher en suivant le pointillé

Fédération des Syndicats Chrétiens des Cheminots de France

5, Rue Cadet, PARIS (9<sup>e</sup>)

Téléphone : Taïhout 40-91

Chèques Postaux : Paris 26-44

L... soussigné... déclare adhérer au Syndicat d.....

(Région : ..... ) et en accepter les statuts.

Nom et Prénoms .....

Né le ..... à ..... dépt .....

Titre statutaire : .....

Service : ..... Résidence : .....

Entré à la S. N. C. F. le .....

..... le ..... 194 .....

Signature :

Adresse du domicile : .....

.....

.....

.....

.....

.....

## Réintégration des agents licenciés ou révoqués pour des motifs extra professionnels

Paris, le 8 novembre 1944. Messieurs les Directeurs des Régions, Messieurs les Directeurs des Services Centraux,

Par lettres P. 1134 du 14 septembre et P. 1162 du 30 septembre 1944, je vous ai donné des instructions pour la réintégration des agents licenciés ou révoqués pour des motifs étrangers à leur activité professionnelle.

Ces agents devront être considérés comme n'ayant jamais cessé d'appartenir à la S.N.C.F. et leurs droits seront déterminés comme s'ils étaient restés en service.

C'est ainsi qu'il conviendra d'allouer à ces agents la rémunération qu'ils auraient normalement perçue, y compris notamment les différentes allocations et primes exceptionnelles (allocations de mai et août 1944, prime de libération), la prime normale de fin d'année ainsi que la valeur moyenne des différentes primes afférentes à leur fonction. De cette rémunération seront déduites les sommes versées par la S.N.C.F. pendant leur absence (indemnités de secours, remboursements des retenues, retraite proportionnelle, acompte) ainsi que, le cas échéant, la rémunération perçue par les intéressés pour les travaux qu'ils ont accomplis durant cette période.

A défaut de documents établissant le montant de cette dernière rémunération, on exigera des agents une déclaration sur l'honneur.

Si l'agent a été incarcéré ou interné pendant une partie de son absence, on lui allouera intégralement la rémunération acquise pour la durée de cette incarcération, quelles que soient les sommes gagnées par lui pendant le reste du temps. En aucun cas, on ne fera de reprise d'une période sur l'autre.

Les droits à la retraite ainsi que les avantages qui en découlent devront être considérés comme si ces agents étaient restés en activité, qu'ils reprennent ou non du service.

Les sommes correspondant aux arrérages de retraites et au remboursement des retenues allouées des agents qui reprennent du service seront reversées à la Caisse des Retraites.

Les retenues pour la Caisse de Prévoyance ne seront pas effectuées, les intéressés et leurs ayants droit n'ayant pas bénéficié des prestations.

En ce qui concerne les impôts cédulaires, les rappels devront être considérés comme des salaires de l'année en cours de laquelle ils sont payés. Les impôts seront, en conséquence, calculés au taux en vigueur lors du paiement, compte tenu de la situation de famille au 1<sup>er</sup> janvier considéré et on indiquera à part, lors de la déclaration au fisc, le montant brut du rappel payé, les périodes auxquelles il se rapporte et le montant de l'impôt perçu.

Cas des agents déjà réintégrés par mesure individuelle, des agents décédés, des agents qui ne demandent pas leur remise en service.

Les dispositions ci-dessus leur seront intégralement appliquées. La période à considérer pour le rappel de solde sera :

— Pour les agents antérieurement remis en service : celle comprise entre la cessation et la reprise du service ;

— Pour les agents antérieurement remis en service : celle comprise entre la cessation et la reprise du service ;

— Pour les agents antérieurement remis en service : celle comprise entre la cessation et la reprise du service ;

— Pour les agents antérieurement remis en service : celle comprise entre la cessation et la reprise du service ;

— Pour les agents antérieurement remis en service : celle comprise entre la cessation et la reprise du service ;

— Pour les agents antérieurement remis en service : celle comprise entre la cessation et la reprise du service ;

— Pour les agents antérieurement remis en service : celle comprise entre la cessation et la reprise du service ;

— Pour les agents antérieurement remis en service : celle comprise entre la cessation et la reprise du service ;

— Pour les agents antérieurement remis en service : celle comprise entre la cessation et la reprise du service ;

— Pour les agents antérieurement remis en service : celle comprise entre la cessation et la reprise du service ;

— Pour les agents antérieurement remis en service : celle comprise entre la cessation et la reprise du service ;

— Pour les agents antérieurement remis en service : celle comprise entre la cessation et la reprise du service ;

— Pour les agents antérieurement remis en service : celle comprise entre la cessation et la reprise du service ;

— Pour les agents antérieurement remis en service : celle comprise entre la cessation et la reprise du service ;

— Pour les agents antérieurement remis en service : celle comprise entre la cessation et la reprise du service ;

— Pour les agents antérieurement remis en service : celle comprise entre la cessation et la reprise du service ;

— Pour les agents antérieurement remis en service : celle comprise entre la cessation et la reprise du service ;

— Pour les agents antérieurement remis en service : celle comprise entre la cessation et la reprise du service ;

— Pour les agents antérieurement remis en service : celle comprise entre la cessation et la reprise du service ;

— Pour les agents antérieurement remis en service : celle comprise entre la cessation et la reprise du service ;

— Pour les agents antérieurement remis en service : celle comprise entre la cessation et la reprise du service ;

— Pour les agents antérieurement remis en service : celle comprise entre la cessation et la reprise du service ;

— Pour les agents antérieurement remis en service : celle comprise entre la cessation et la reprise du service ;

— Pour les agents antérieurement remis en service : celle comprise entre la cessation et la reprise du service ;

— Pour les agents licenciés : celle comprise entre la cessation du service et le décès ;

— Pour les agents qui ne demanderaient pas leur remise en service : celle comprise entre leur internement ou leur incarcération et leur libération.

Les agents qui ne seront pas remis en service dans leur ancienne résidence seront considérés comme mutés pour convenances personnelles s'ils sont affectés à une résidence nouvelle demandée par eux alors qu'on leur aura offert un poste à leur ancienne résidence ou à leur résidence actuelle. Ceux qui, faute de poste dans leur ancienne résidence ou à leur résidence actuelle, seront repris dans une autre résidence, seront considérés comme mutés pour les besoins du service.

Les agents remis en service devront tous subir une visite médicale. Ceux qui seront reconnus incapables à leurs anciennes fonctions seront traités comme les agents en service, c'est-à-dire qu'on leur offrira un poste correspondant à leur état de santé ou qu'on les mettra à la réforme suivant la procédure normale.

Les agents réintégrés bénéficieront, pour l'exercice au cours duquel ils seront réintégrés, d'un congé calculé au prorata de leur temps de service effectif dans l'exercice.

D'autres agents que ceux visés par mes lettres P. 1134 et P. 1162 ont été touchés par des mesures à caractère non professionnel.

a) Les agents mobilisés, par suite de leur radiation de l'affectation spéciale, radiation prononcée pour des motifs politiques, ne perçoivent pas d'allocations différentielles. Il convient de leur rétablir cette allocation comme aux autres mobilisés avec effet rétroactif de la date à laquelle elle aurait été payée normalement.

b) Les agents qui ont été déplacés pour activité politique, soit sur l'initiative de la S.N.C.F., soit sur la demande des autorités civiles ou militaires seront mutés, s'ils le demandent, à leur ancienne résidence. Dans ce cas, ils auront droit aux allocations de changement de résidence (allocation normale et allocation supplémentaire).

Les agents susceptibles de bénéficier de la réintégration qui se présenteront pour travailler devront être mis aussitôt au travail. Les Chefs d'Etablissements en informeront sans délai leur Chef d'arrondissement.

Si, ultérieurement, il est reconnu que l'agent ne remplissait pas les conditions voulues pour être réintégré, les journées où il aura travaillé lui seront réglées en le considérant comme auxiliaire.

Les agents qui demanderaient certain délai avant de reprendre leur service seront considérés comme étant en disponibilité sans versement à partir de la date à laquelle ils auraient dû normalement reprendre leur service. Toutefois, si le délai demandé paraît justifié et ne dépasse pas trois mois, vous pourrez autoriser les agents à effectuer les versements (12 0/0 + 5 0/0).

Je vous prie de donner les indications utiles pour que les rappels de solde soient versés rapidement aux intéressés.

Le Directeur : CAMBOURNAC.

## LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL

Le 27 septembre, la S.N.C.F. a élaboré un nouveau régime de travail pour le personnel sédentaire et le personnel roulant, l'a fait approuver par le Ministère, puis l'a remis aux organisations syndicales pour étude et discussion.

Les Syndicats Chrétiens en ont pris connaissance le 16 octobre, puis les commissions techniques des deux Fédérations se sont réunies les 2 et 8 novembre pour élaborer en commun un contre-projet à proposer à la S.N.C.F.

Nous nous sommes étonnés de voir repris par la S.N.C.F. des errements entre 1940 et 1944, alors qu'il eût été facile de revenir aux textes de l'application des 40 heures, adoptés provisoirement au 48. C'est ce que nous avons cherché à faire en améliorant encore les conditions de travail de nos camarades.

Il ne nous est pas possible de donner une étude détaillée du projet tant qu'il n'est pas devenu règlement définitif, et ce ne sera chose faite qu'après accord (qui pourra être laborieux) entre les syndicats et la S.N.C.F.

Voici donc seulement les grandes lignes des modifications auxquelles nous nous attachons et que nous essaierons d'obtenir :

Durée moyenne journalière du travail : 8 heures pour tous les agents, dans une amplitude maximale de 10 h. (et exceptionnellement de 12 pour certains agents logés dans les petites gares), sauf pour les gares-barrières de 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> catégories et certains services de remplacement.

Possession de service : Compté dans le temps de travail pour les agents se transmettant des espèces ou pièces en tenant lieu.

Lavage des agents effectuant des travaux